



# ÉCONOMIE – COURS D'INTRODUCTION

# Cours d'introduction :

## I- L'économie :

L'économie s'intéresse à un très grand nombre de sujets (finance, commerce, chômage,...). Néanmoins tous ces sujets tournent autour d'un thème principal : **comment une société donnée s'organise pour produire et répartir des richesses.**

Les économistes ont défini aux alentours du XIXème siècle le sens du mot richesse (c.f. article page 32 du poly texte de Dominique Méda). Cette notion de richesse a été définie sur bases matérialistes. La production de **richesse** c'est la production de **biens**, de **marchandises**. Aujourd'hui les richesses que nous créons sont des marchandises, néanmoins celles-ci sont pour la plupart immatérielles.

Autrefois pour mesurer la richesse d'un pays on étudiait la quantité d'or que possédait le pays en question. C'est la doctrine mercantiliste.

On va noter **X : les exportations** et **M : les importations**.

Cette vision donne des mesures protectionnistes. Cette considération de la richesse comme de la monnaie a eu des conséquences assez « dramatiques » à l'échelle mondiale. On tend à abandonner cette vision actuellement.

On cherche donc à produire plus de biens, de marchandises. Il faut donc puiser dans les ressources. Mais attention **les ressources sont limitées**. Ce qui nous permet de produire des biens c'est **les ressources naturelles** et **le travail**.

Le problème c'est que les individus en veulent toujours plus. Si les ressources sont limitées, **les besoins sont illimités**. Cette réflexion est à l'origine d'un grand débat. Le rapport Stiguitz présente ce débat.

Nos économies sont tournées un objectif actuel : **la croissance économique**.

En général, l'étude de l'économie se divise en deux branches :

- La microéconomie : théorie du comportement de l'individu -> échanges ⇔ objectif principal : l'étude des marchés. L'objectif de la théorie des marchés est d'expliquer le prix des objets, des produits. En étudiant l'individu on s'aperçoit qu'il agit par intérêt, les consommateurs cherchent à maximiser leur intérêt. On en conclut que les individus sont rationnels, ils agissent avec rationalité. Les individus regardent avant d'agir combien ça leur coûte et combien ça va leur rapporter. En fonction du résultat obtenu on choisit d'agir ou non (G. Becker a étendu cette théorie au comportement des criminels, par exemple).
- La macroéconomie s'intéresse au comportement entre agrégats i.e. aux grandeurs caractéristiques d'un pays. On parle par exemple du PIB, de la consommation nationale, des exportations de la France... On note deux types d'approches entre un microéconomiste et un macroéconomiste. Ce

dernier va plus nous parler de la croissance d'un pays, du taux de chômage,... Ces deux approches sont toutefois complémentaires.

## II- L'information courante :

Le cours est totalement axé sur l'idée de culture générale, il va nous proposer des outils pour mieux comprendre des notions rencontrées par exemple dans les medias.

L'information économique couvre des domaines extrêmement larges.

On nous parle notamment :

- des entreprises
- de quelques marchés symboliques : travail, bourse, pétrole, ...
- de la conjoncture économique : étude de la croissance, de la situation de l'emploi, de l'évolution des prix (inflation, ...), du commerce extérieur (X, M)
- de la politique économique i.e. l'étude des décisions prises par les autorités économiques d'un pays (État, banques centrales : BCE, FED,... ces banques décident du taux d'intérêts)

Ces rubriques sont **vastes** et ne sont **pas étanches les unes aux autres**. On va davantage s'intéresser aux rubriques concernant la conjoncture économique et la politique économique. On oriente donc le cours vers **une étude macroéconomique**.

L'économie est un domaine particulier car **tout le monde en parle**.



L'économie suscite quelques problèmes :

- Problème 1 : les informations véhiculées par les medias sont elles fiables ?
- Problème 2 : les connaissances supposées connues le sont elles vraiment ?
- Problème 3 : tout le monde a ses idées sur les problèmes de l'économie et a son propre jugement sur la question.

Mais pourquoi tout le monde en parle ?

On a tous une petite expérience personnelle de l'économie due à notre vie quotidienne : entreprise, épargne, ...

Tout le monde parle d'économie en adoptant **un point de vue individuel** i.e. un point de vue qui est le sien. Ce point de vue individuel oublie très souvent que l'économie est un système complexe. On dit des choses justes de notre point de vue mais pas forcément au niveau global. Ce qui est plus gênant c'est que l'on a tendance à penser que **ce qui est bon pour l'individu est bon pour le pays, voire pour le monde**. Cette

idée est complètement absurde (c.f. les idées de Keynes sur la hausse des salaires). C'est l'effort de composition.

### *III- Forme du cours :*

Un chapitre sur **la croissance** et un chapitre sur **la monnaie**.

Pour le DS : 2 ou 3 textes au choix avec réponses en format limité, documents autorisés, 4 pages maximum.

# Chapitre 1 : La croissance économique (Richesse et revenu)

## Introduction :

Question centrale en économie : la croissance économique, elle intervient dans tous les débats.

Nos comportements sont tournés autour de la croissance économique. C'est notre objectif commun, notre objectif à tous. Par exemple lors d'une élection tous les candidats visent une croissance positive. Sauf bouleversement très important de nos mentalités, cette vision n'est pas près de changer.

- Qu'est-ce que la **croissance économique** ?
- Pourquoi est-ce si important dans nos mentalités d'avoir une croissance élevée ?

Dans les estimations, quand on parle de croissance on a toujours de nombreux chiffres, de nombreuses estimations. On va ainsi chercher à expliquer ces chiffres.

Ensuite de façon un peu plus théorique on va s'intéresser aux limites de la croissance économique. On évoquera des pistes de réflexions sur de nouveaux rapports face à cette croissance (cf. rapport Styglitz).

## I – Définitions et Mesures :

*Notions : valeur ajoutée, PIB, PNB*

La croissance économique c'est l'augmentation sur une durée déterminée du PIB. Mais qu'est ce que concrètement le PIB ?

### 1) Au niveau d'une entreprise :

#### **Comment est évaluée la richesse créée par une entreprise ?**

Celle-ci est évaluée par le montant de la production vendue. Si celle-ci est intégralement vendue on obtient le chiffre d'affaire. Cependant cela ne représente pas la richesse de l'entreprise. En effet ce chiffre d'affaire correspond à la fois à un ensemble de coûts de production i.e. des charges et aux profits. Dans ces coûts de production on trouve par exemple les coûts de consommations intermédiaires  $C_i$  (matières premières, composants, matériaux, services,...). Pour savoir qu'elle est le montant de la richesse créée par cette entreprise on va calculer la valeur ajoutée en faisant la différence profits moins coûts de consommation intermédiaires.

$$VA = P - C_i$$

Toutefois, la production nationale est un indicateur intéressant.

## 2) Au niveau d'un pays :

Pour calculer le PIB on va sommer les différentes valeurs ajoutées.

$$PIB = \sum VA$$

Toutes les valeurs utilisées dans ces calculs sont données **hors taxes**. Pourtant lorsqu'on achète des produits, on les achète avec les taxes. Néanmoins, on peut calculer le montant total des taxes payées par les habitants d'un pays (TVA et droits de douanes notamment).

D'où :

$$PIB = \sum VA + \sum TVA + \sum DDD$$

Le **PIB** i.e. le produit intérieur brut, intérieur au sens géographique du terme. C'est que l'on va considérer toutes les entreprises situées sur le sol français, qu'elles soient françaises ou étrangères.

Pour le **PNB** i.e. le produit national brut, on va considérer toutes les entreprises d'un pays, sur son sol et à l'étranger.

Le PIB est donc bien la richesse créée par un pays pendant un an. Attention il ne faut pas confondre la richesse créée et la richesse « tout court ».

## 3) Les deux « faces » du PIB :

Il va falloir prendre en compte les deux faces simultanément.

### a. La composition en bien et en services :

D'un point de vue quantitatif il y a tout d'abord tout les biens et les services de consommation (environ 80%). Nos économies n'existent que pour la **consommation**. L'idéologie principale est d'ailleurs de toujours consommer plus.

Tous les ans, de nouveaux biens d'équipements sont créés. C'est ce qu'on appelle les **investissements**. Ils sont soit destinés aux entreprises, soit dans le domaine de l'immobilier (environ 20%).

Il faut également ajouter à cela les activités économiques de l'État : les dépenses publiques. On y trouve des services non marchands : armée, enseignement, ... Ces dépenses apparaissent dans le PIB.

### b. PIB = revenu national

Ce qu'on appelle revenu national c'est la somme de tous les revenus versés dans un pays.

Le premier partage de la valeur ajoutée c'est de payer le travail : **salaires superbruts** i.e. salaires nets + cotisations sociales.

Les salaires nets permettent de verser les revenus des salariés actifs. Les cotisations sociales quant à elles sont reversées à la sécurité sociale (assurances maladie, chômage, retraites, ...).

N.B.: notre système de sécurité sociale a été créé en 1945. La société doit protéger les individus et non le contraire. Cette sécurité sociale devait permettre à l'origine de se protéger des risques : risque de tomber malade => création d'une assurance maladie, risque de perdre son emploi => création d'une aide en cas de chômage, risque « de ne pas être mort à l'âge de la retraite » => création du système d'assurance retraite.

À côté de cela on trouve aussi dans la valeur ajoutée les **intérêts**. Ces intérêts correspondent aux revenus prêteurs (= banque).

De plus, on a aussi dans cette valeur ajoutée les **impôts**. C'est ce que perçoit l'État. Ces derniers étant en général endettés, ils vont payer des intérêts à des banques, etc... On reboucle le schéma.

Enfin on trouve les **restes** i.e. les **bénéfices** :

- Investissements
- Revenu propriétaire
- Revenu de l'entreprise mis en réserve

### Conclusion :

- Retenir les définitions
- **Croissance économique** : augmentation des richesses, accroissement des revenus,... La croissance est la condition nécessaire à l'augmentation des revenus de tous. Bien évidemment ce n'est que la condition nécessaire.
- Quand le taux de croissance est négatif il va être difficile de partager les revenus. En effet la solution serait de faire baisser les revenus de tout le monde. Malheureusement cette solution est utopique. En général dans ces périodes, les revenus de certains baissent mais ceux de certaines personnes vont augmenter « en compensation ».

### Complément du I - :

Quand on parle de salaire on parle d'abord de salaire minimum : SMIC de l'ordre de 1000€, 15% des actifs rémunérés au SMIC. Le deuxième salaire dont les médias parlent (mais qui présente peu d'intérêt) : c'est le salaire moyen (2000/2200 €). En France le salaire médian est de 1500€ euros net (50% gagnent plus et 50% gagnent moins). A partir de 3000€ net par mois on entre dans les 10% de personnes qui gagnent « beaucoup » d'argent. C'est la tranche qui gagne le plus.

Le premier bémol à apporter est que pour un nombre croissant de salariés en France, le revenu est composé du salaire mais aussi et de plus en plus de compléments. À revenu identique les situations ne sont pas forcément identiques. En effet le salaire est une obligation légale, il est mentionné sur le contrat de travail. C'est un revenu irréversible, fixe. Ce n'est pas le cas des compléments. Ils sont fonction des résultats. Les salaires sont des revenus qui apparaissent dans le cadre de la production.

La valeur ajoutée c'est les cartes que l'on crée. Ces cartes vont ensuite être redistribuées.

Nous sommes dans **une économie socialisée** qui essaye de ne pas laisser les gens sans « rien ».



## II – « Apprécier » un taux de croissance

L'idée de cette section est de comprendre quel est le seuil qu'utilisent les économistes pour considérer qu'un taux de croissance est bon ou non.

### 1) Histoire longue :

Voir les tableaux de A. Maddison dans le poly et le livre de D. Cohen sur l'histoire de l'économie.

Ce phénomène de croissance économique est un **phénomène très récent**, il a débuté environ en 1800. Entre l'an 0 et 1750, le niveau de vie par habitant est en moyenne constant.

Dans son livre Thomas Malthus en 1807 affirme qu'il y a en économie des lois naturelles du même ordre que celles dont parlent les physiciens. Selon lui le problème de nos sociétés c'est que nos capacités de production ne peuvent nous permettre d'accroître notre nourriture rapidement => les subsistances augmentent selon une **raison arithmétique (loi affine)**.

De plus, la rapide augmentation de la population est un problème puisque la production de ressources ne peut pas suivre. Heureusement, il y a des pics de mortalité et la population s'ajuste ainsi à la production.

Entre 1820 à 1899 le taux de croissance moyen de la France est d'environ 2%. Tous les économistes (depuis la fin des années 80) admettent que les 30 Glorieuses furent un événement exceptionnel. Plus personne n'imagine qu'un événement de cette envergure puisse se reproduire.

Si on fait l'hypothèse que si dans le siècle à venir il n'y a pas d'événement majeur (guerre, épidémie, ...) alors :

- $>2\%$  : croissance forte
- $2\% > C > 0\%$  : croissance molle
- $< 0\%$  : récession

### 2) Croissance et chômage :

L'INSEE calcule régulièrement un taux de croissance tel que au dessus de ce taux le chômage baisse et en dessous il augmente. Le dernier calcul de ce type a été effectué en 2008. Il en a résulté le fait que au dessus d'un taux de croissance de 1,5% le chômage baisse et en dessous il augmente.

Néanmoins, ce chiffre n'a de signification que pendant une période donnée.

Dans l'état actuel de notre marché du travail (en ne considérant pas les pertes d'emploi liées à la crise), l'INSEE affirme encore que les 1,5% de croissance sont la condition pour que le chômage baisse.

## III- Théorème de la croissance :

### 1) Facteurs économiques :

Il y a aujourd'hui **une théorie de la croissance** qui est admise par 99% des économistes.



La croissance économique est un phénomène jeune. Les premiers vrais économistes sont apparus environ à la même époque : A. Smith 1776, K. Marx, ... Ils ont tout d'abord mis en place un schéma très simple basé sur la notion de facteur de production : de quoi a-t-on besoin pour produire un bien ?

En combinant le **capital physique** (K), le **travail** (T) et les **ressources naturelles** (RN) on obtient la **production** (P).

Il apparaît une tendance à mathématiser le discours économique. De plus, de 1900 à 1970 on a décidé de supprimer les ressources naturelles de la combinaison donnant la production. On obtient ainsi une fonction de la forme :

$$P = f(K, T)$$

$$P = K^\alpha \times T^{(1-\alpha)}$$

À la fin des années 1960 grâce au progrès de l'accumulation de données et de l'information certains économistes testent cette fonction de manière empirique. Deux études célèbres existent au même moment pour vérifier ces lois théoriques.

Dans ce progrès technique, technologique on trouve trois choses : l'amélioration des machines, des conditions de travail et les améliorations qui ont lieu dans les entreprises et qui concernent les formations des employés.

Ainsi, le progrès technique ne peut être calculé, il va seulement être évalué en calculant **la productivité du travail**. Celle-ci se calcule toujours sur une période d'un an avec la formule :

$$\text{Productivité du travail} = P / T \text{ avec } T = \text{le travail en hommes ou en heures}$$

En 1970, on dit que le progrès technique explique 50% de la croissance. En 2008, ce même progrès explique 60% de la croissance. Les prévisions pour 2100 indiquent que ce chiffre augmentera jusqu'à 80%.

Il y a donc un facteur dont on ne peut pas se passer, c'est le **travail**. On ne peut pas également se passer de **nos connaissances**, de **nos idées**. Fondamentalement, quand on raisonne sur les modèles de croissance il y a deux grandeurs importantes : le **travail** et les **progrès techniques**.

$$P = L \times P/L \text{ où } L \text{ représente la quantité de travail et } P/L \text{ la productivité}$$

$$\Delta P = \Delta L + \Delta(P/L) \text{ en } \%$$

## 2) La flexisécurité : (cf. poly)

Nos sociétés veulent de la croissance économique, ce qui fait que la croissance économique est un objectif majeur pour les sociétés actuelles.

La notion d'innovation va être au centre du cours. L'innovation va être au cœur de la croissance économique. L'économiste autrichien J. Schumpeter a été le premier à insister sur le rôle de l'innovation en économie.

### Définition :

La notion **d'innovation** en économie correspond à l'application industrielle d'une invention, ce qui fait qu'une invention qui ne serait jamais appliquée ne sera jamais considérée comme une innovation au sens économique.

Une innovation renvoie à plusieurs choses :

- Ca peut être tout d'abord un produit nouveau, tout en distinguant les innovations majeures (qui bouleversent l'ensemble des relations économiques, sociales et politiques) des innovations mineures (qui ne font que modifier une innovation majeure à la marge). Pour Schumpeter quand une innovation majeure naît, elle diffuse dans la société « par graphes », par imitation, i.e. qu'il en suit des évolutions mineures.
- Des procédés industriels
- Découvertes de matériaux
- Organisation du travail. Exemples : le Fordisme, le Taylorisme, le Ohnisme (de Ohno ingénieur en chef chez Toyota dans les années 1950 : révolution lorsqu'on a vu s'appliquer dans les entreprises occidentales la méthode de production de Toyota). Voir l'ouvrage *Penser à l'envers* de B. Coniat.

Dans les années 1940, Schumpeter a proposé une théorie économique mettant au cœur de l'économie l'innovation et au centre **l'entrepreneur innovateur**. Ces entrepreneurs innovateurs sont innovateurs parce qu'ils sont à la recherche de profits. Ce sont des gens qui prennent des risques. Un individu rationnel dans la sphère économique accepte de prendre des risques d'autant plus élevés que le profit que peut engendrer ce risque est élevé (on s'attend à un taux de rentabilité élevé).

Une conséquence immédiate est d'accepter de faire de la croissance un objectif majeur. En effet, on en arrive à la conclusion qu'il n'y a **pas de croissance possible si il n'y a pas de profits élevés possibles**. Il en est de même pour la concurrence. Si on enlève la concurrence, il n'y a plus d'innovation possible et donc plus de croissance.

Schumpeter est l'un des premiers à avoir mis l'accent sur le fait qu'une économie capitaliste mut par l'innovation conduit à un processus de **destruction créatrice**. Dans ce processus il y a l'apparition et la disparition de produits, d'entreprises, voire même de secteurs entiers. Au niveau social, dans ce processus des emplois apparaissent mais des emplois disparaissent également. En France, en ne tenant pas compte de la crise actuelle on estime que 10000 emplois sont créés par jour dans le pays.

Quand on admet que l'on veut de la destruction créatrice, la société admet qu'il y aura automatiquement une hausse du chômage. C'est une conséquence inévitable de l'acceptation d'une économie centralisée sur la croissance et l'innovation. En allant plus loin on peut même dire que si l'on accepte ce monde et que l'on recherche en permanence la croissance le chômage est nécessaire. Ainsi, par exemple, une interdiction de licencier n'est pas une solution pour favoriser la croissance.

Le taux de chômage « idéal » est estimé à 5%.

Dans les politiques économiques mises en place par la plupart des économies européennes on ne cherche pas à stopper cette tendance. Néanmoins, il va être

nécessaire de trouver une solution pour diminuer le chômage. Il va falloir mettre en place un nouveau « **contrat social** ».

Ce contrat social va devoir être passé entre les chômeurs et la société. Comme dans tout contrat, il y a des devoirs réciproques mais aussi des obligations réciproques.

Quelles sont les obligations qu'une société s'engage à mettre en œuvre pour protéger ses chômeurs ?

La société s'engage à **sécuriser** ses chômeurs en leur fournissant une rémunération non régressive pendant une certaine durée (au Danemark 90% du salaire précédent pendant 4 ans). Le deuxième aspect de cette sécurité est de leur donner une sécurité par rapport à leurs qualifications. On sécurise les parcours professionnels. Cette vision sécuritaire est mise en place parce qu'elle ne juge pas les chômeurs responsables.

Néanmoins, on demande de l'autre côté aux chômeurs des obligations : c'est la **flexibilité** (flexibilité + sécurité = **flexisécurité**).

Pour être officiellement chômeur, selon le BIT (Bureau International du Travail), il faut :

- Ne pas avoir d'emploi depuis une durée assez conséquente
- Être disponible
- Un chômeur doit rechercher activement un emploi, cette condition explique pourquoi lorsqu'on parle de la population active d'un pays on compte les chômeurs.

Il survient un problème lorsqu'on fait une offre d'emploi à un chômeur : à quelle condition un chômeur peut refuser une offre d'emploi sans perdre son statut de chômeur (cf. texte du poly sur l'offre raisonnable d'emploi) ? En France jusqu'en 2008, il y avait une grande souplesse pour les chômeurs à refuser une offre d'emploi.

Il y a trois raisons classiques pour qu'un chômeur refuse une offre d'emploi :

- Salaire insuffisant
- Éloignement géographique
- Inadéquation de l'emploi avec la qualification du chômeur

Maintenant **ce n'est plus le chômeur qui décide des lois mais la société**. Avec cette nouvelle loi la France imite les mesures prises par T. Blair en Grande-Bretagne et G. Schroeder en Allemagne. Ainsi, c'est la société qui fixe les différents seuils (pour le salaire : 80% du revenu précédent ; pour l'éloignement géographique : distance 1 heure de trajet aller ; en revanche l'adéquation de l'emploi n'est pas forcément de rigueur).

On se dirige vers un système où on ne pourra refuser que **trois offres** raisonnables mais à la troisième si le chômeur refuse, il perdra tous ces droits.

On en arrive à se poser deux grandes questions :

1. Est-ce le bon modèle ?
2. Est-ce que ce modèle va pouvoir fonctionner ?

### 3) Facteurs institutionnels :

Une dette est bonne pour une entreprise ou pour un État si elle permet un **investissement**, pour se développer et ainsi créer des richesses et rembourser sa dette.

Faire un grand emprunt public pour financer de la recherche importante ou l'enseignement supérieur, c'est logique mais ça n'a de sens que si le système scolaire en amont est performant. Il ne faut donc pas négliger l'enseignement primaire.

Il y a un rapport entre la croissance économique d'un pays et le système de valeurs sociales.

Y-a-t-il un régime politique plus favorable à la croissance qu'un autre ? Par régime politique on désigne soit la démocratie soit à l'opposé les régimes totalitaires. C'est une question vaste et sans réponse claire.

Dans les pays où est apparue la croissance aux alentours de 1800, **cette croissance a toujours été précédée d'une révolution politique qui a permis la mise en place d'un régime plus démocratique**. Qui dit démocratie dit liberté politique et donc liberté économique. C'est cette liberté économique qui assure le lien entre croissance et régime politique.

C'est parce qu'on a toléré la liberté intellectuelle que les connaissances se sont développées et ont permis le développement des sciences et des techniques. On peut citer par exemple l'exemple de l'Espagne qui à cause de problèmes religieux a perdu les personnes capables d'innover.

Il y a des pays où la différence entre liberté politique et liberté économique n'est plus claire du tout. Il y a par exemple des pays où il y a liberté économique sans pour autant avoir de liberté politique. C'est le cas du Chili de Pinochet dans les années 1970 : beaucoup de libertés économiques dans un régime totalitaire.

On peut se demander si **la liberté économique ne va pas entraîner la mise en place de la liberté politique dans certains pays**. Ce sera peut-être le cas en Chine.

Certains régimes politiques interdisent la croissance ou du moins sont tels que la croissance sera inégalement répartie et par conséquent amènent à des problèmes politiques (corruption,...). On peut par exemple citer le phénomène de « **malédiction des richesses** » qui concerne en général des pays africains possédant des grandes richesses naturelles (diamants par exemple) et qui ne les exploitent pas ou seulement une petite partie de la population.

La notion de droit de propriété renvoie à la dimension juridique de la société.

**Le système de droit de propriété** est un système de lois qui garantis la propriété de ce la propriétaire achète, découvre,... Ainsi, le propriétaire est protégé.

Un système de droits de propriété bien établi est une condition nécessaire à une croissance économique. Dans un pays où le système de droits de propriété n'est pas bien construit, il n'y aura pas de création de richesses et donc une absence de croissance. C'est ce que montre H. de Soto dans son livre *Mystères du Capital*. Il illustre notamment les exemples d'endroits de la planète où il existe une économie intense en termes d'échanges mais qui n'apparaît pas dans les chiffres officiels car il s'agit d'une économie mafieuse, de corruption. Néanmoins, dans ces bidonvilles (par exemple) les activités qui

y sont menées sont essentiellement commerciales mais elles ne sont pas sources d'innovations et donc ne génèrent pas de croissance.

### Schéma du capital social :

On a **une phase de croissance** en 2010. Fin 2009 on a **un capital** : humain, technique, naturel (ressources naturelles), environnemental (qualité de l'eau, de l'air,...). On peut aussi étendre cela au capital intellectuel et à un capital social (ensemble des relations sociales qui existent dans un pays donné => climat social général d'un pays ; le problème est que les relations sociales sont très larges et que cela inclut les relations politiques, travail, familiales,...).

Une notion importante pour le capital est **la notion de confiance**. C'est un ingrédient indispensable de la croissance. L'OCDE organise des questionnaires dans de nombreux pays pour mesurer la confiance dans les États. Les réponses aux questions sont réparties par notes de 1 à 10. La France par exemple est le pays développé où on trouve les notes de confiance les plus basses en terme de confiance.

Les économistes qui essaient de faire des modèles quantitatifs estiment que des rapports de confiance élevés permettent une hausse de un point de croissance (ce qui est très loin d'être négligeable).

Si il y a un domaine économique où **la confiance est essentielle c'est la monnaie**.

### *IV – Les limites du PIB :*

Le rapport Stiglitz demandé par N. Sarkozy à son arrivée à l'Élysée cherche à savoir si le PIB est **un indicateur de bien être d'une population** (ce rapport a été écrit par l'indien A. Sen et par J. Stiglitz).

Dans son rapport de 1974 l'américain J. Tobin, très sensible aux aspects sociaux au sein des populations, a proposé de transformer le **PNB** en **BNB** (Bonheur National Brut). Il est ainsi clair que le PIB n'est pas un bon indicateur de bien être.

#### 1) Le bien être :

Dans le PIB on ne prend pas en compte l'économie parallèle (mafia,... ), on se contente des **échanges monétaires et officiels**. Ce que ne prend pas en compte le PIB c'est ce qu'on peut appeler la production domestique (exemple : tâches domestiques qui ne sont pas rémunérées). Ce sont pourtant des sources de bien-être.

Dans le PIB on intègre a contrario des activités qui ne sont pas porteuses de bien-être mais plutôt de mal-être. Par exemple, plus il y a d'accidents de voitures plus c'est bon pour le PIB (car cela génère des réparations et des achats de voitures). Il y a également la pollution : plus on produit en polluant mieux c'est pour le PIB. On peut également citer l'insécurité qui va générer l'emploi de nouveaux policiers, de nouveaux juges, de magistrats.

On a donc décidé à l'ONU de créer un indicateur de plus pour le bien-être : **l'IDH**. Cet indicateur regroupe trois critères :

- Le PIB/habitant
- L'espérance de vie
- Le niveau d'éducation

## 2) Développement durable / soutenable :

Cette notion est apparue dans les années 1980. Il s'agissait initialement d'une **préoccupation écologique**. Il faut transmettre à la génération suivante une société au minimum identique (en terme de bien-être). C'est ce qui a été exprimé notamment dans *le rapport Brundtland* à l'ONU en 1987.

Le développement durable va donc être un développement qui va simultanément concilier :

- Une croissance économique (PIB/habitant)
- Une préoccupation environnementale
- Une réduction maximale de toutes les formes de discrimination

La croissance économique est donc **un problème multidirectionnel** :

- Économique
- Politique
- Droit
- ...

# Chapitre 2 : La monnaie et le système monétaire

Nos économies sont des **économies monétaires**, c'est-à-dire que tous les échanges se font en monnaie, il n'y a pas de troc. La monnaie est donc omniprésente.

Cette « dépendance » à la monnaie entraîne parfois des crises comme en 2002 en Argentine ou en 2008 aux Etats-Unis.

## Définition :

**Taux d'intérêts** : ce qu'on paye quand on emprunte ou encore ce qu'on gagne quand on prête.

## I - Notions de base :

### 1) Définition et fonction de la monnaie :

Toute monnaie remplit simultanément **trois fonctions** :

- Une fonction d'étalon de la valeur : il s'agit cependant d'un étalon imparfait car il voit sa valeur varier dans le temps à cause de la variation de la moyenne des prix des produits pris dans un pays donné. Quand cette variation est positive on parle de **d'inflation**, et quand elle est négative on parle de **déflation**.  
On a le schéma suivant :

Perte du pouvoir d'achat  $\Rightarrow$  dépréciation de la valeur interne de la monnaie  $\Rightarrow$  hausse des prix  $\Rightarrow$  inflation

Par exemple, jusqu'en 1836, un franc vaut 0,08g d'or alors qu'aujourd'hui un euro vaut « ce que ça nous permet d'acheter » c'est-à-dire une quantité d'objets, de marchandises.

La monnaie est donc un **POUVOIR D'ACHAT**.

- Une fonction d'intermédiaire des échanges : à partir de 1750 on observe une division sociale du travail (apparition de nouveaux métiers, plus personne ne consomme ce qu'il produit ; mise en place du taylorisme) qui rend la monnaie indispensable pour organiser les échanges. Par exemple, quand on paye avec de la monnaie on échange du temps de travail.
- Une fonction de réserve de valeur : gestion d'une épargne. On va ainsi pouvoir différer dans le temps un certain pouvoir d'achat. Cette fonction présente néanmoins une limite qui est l'inflation. Par exemple, si on a 1000 de côté et qu'il y a 10% d'inflation, il ne nous restera que 900.

Keintz affirme que la monnaie est le baromètre de l'angoisse.



## 2) Les formes de la monnaie :

Quel que soit le type de société que l'on peut rencontrer dans l'histoire, les hommes ont su inventer **différents types de monnaie**.

On est initialement passé de monnaies marchandises puis progressivement on est passé en Europe à l'utilisation des métaux précieux comme monnaie (essentiellement l'argent et surtout l'or). Ils vont progressivement s'imposer comme monnaie car ils ont des caractéristiques idéales pour être utilisés : des qualités physiques privilégiées (métaux pondéreux i.e. que dans un faible volume ils permettent de condenser une forte valeur économique). Les monnaies ont donc longtemps été gagées sur le poids de métal précieux.

À partir du XVII<sup>ème</sup> siècle vont apparaître les premiers billets de banque, pour faire l'échange entre l'or et le bout de papier. Les hollandais vont créer le billet sans contrepartie en or. Ils comprennent (grâce à la loi des grands nombres) que toutes les personnes qui ont des billets ne viendront jamais récupérer tous ensemble leur équivalent en or.

Ainsi le banquier augmente sa clientèle et fait tourner plus d'argent. Sans ce système on n'aurait jamais eu la croissance économique que l'on a eue.

Au XX<sup>ème</sup> siècle, une nouvelle forme de monnaie apparaît : les chèques et les cartes bancaires. On parle de **DÉMATERIALIZATION** de la monnaie.

On trouve trois formes principales de monnaie :

- La monnaie divisionnaire : ce sont les **pièces** (créées par l'État), dans la zone Euro les chiffres 2008 indiquent que les échanges de monnaie de ce type ne représentent que 1% des échanges commerciaux.
- La monnaie fiduciaire : ce sont les **billets** gérés et fabriqués par la banque centrale. Ils représentent 9% du montant total des échanges.
- La monnaie scripturale : c'est **une monnaie créée**, qui circule et qui est **plus tard détruite** par des jeux d'écriture. Il y a l'apparition d'une inscription dans le compte d'une personne. Elle est fabriquée par les banques commerciales (mais aussi par les banques centrales). Actuellement, 90% de la monnaie que nous utilisons est de la monnaie scripturale.

En 1936, en France le franc n'a plus de définition en or. On utilise cette définition en or néanmoins pour les taux de change. À partir de 1976, avec la disparition du système de Breton-Woods cette utilisation a également disparu.

Les chèques et les cartes bancaires ne sont pas considérés comme de la monnaie. On pourrait penser qu'il s'agit de monnaie scripturale mais ce n'est pas le cas. On peut par contre éventuellement parler de monnaie électronique.

Il faut distinguer la valeur intrinsèque du pouvoir d'achat. Par exemple, pour un billet de 500 euros la valeur intrinsèque c'est-à-dire le coût de production revient à 2 euros alors que au niveau du pouvoir d'achat on dispose de 500 euros.

En France, on est obligé d'accepter les paiements en euro, mais pour des raisons politiques il se peut qu'un jour pour des raisons politiques plus personne ne veuille accepter d'euros. Dans ce cas là, ce sera la crise. C'est ce qui s'est passé en Argentine en 2002 lorsque les habitants se sont aperçus que le peso ne valait plus rien. Tout repose donc sur **la confiance** que l'on a dans notre monnaie.

## II- La création monétaire :

La **masse monétaire** correspond à la quantité de monnaie qui existe et qui circule dans l'économie à un moment donné.

### 1) Introduction :

#### a. Historique :

Les **banques centrales** sont aujourd'hui capables de mesurer la masse monétaire qui circule dans les pays. On remarque que la masse monétaire augmente année après année dans les pays qui connaissent un système capitaliste. Néanmoins, entre 1930 et 1932 la masse monétaire baisse de façon générale dans les pays. En 1993 (pire année au niveau économique depuis la guerre) en France la masse monétaire a également baissée et donc le taux de croissance du pays a été négatif.

Si il y a plus de monnaie qui entre que de monnaie qui sort, la masse monétaire s'accroît. Un excédent de la balance commerciale est une cause de l'accroissement de la masse monétaire dans un pays. Mais cette cause est partielle.

Tout pays qui connaît un déficit commercial devrait connaître une baisse de sa masse commerciale. Or, cela n'est pas du tout vérifié. Par exemple, entre 1970 et 1992 la France a connu un déficit commercial mais une augmentation de la masse monétaire. Il y a donc autre chose qui explique l'accroissement de la masse monétaire.

Hormis pendant les années 30, **la masse monétaire mondiale ne cesse de s'accroître.**

### **La question est donc quel est ce phénomène ?**

Le mécanisme central qui fait qu'il y a plus de monnaie chaque année est le **crédit bancaire.**

#### b. Banques :

Quand une banque accorde un crédit, elle crée de la monnaie, mais si elles en créent trop on parle **d'inflationnisme.**

Les banques ont un métier que l'on peut qualifier de **triple** :

- Leur métier historique: ouverture/fermeture de compte, gestion de ces comptes (comptes courants et comptes à vue).
- Une activité financière permettant de faire fructifier l'épargne des clients.
- Le crédit bancaire : les banques accordent des crédits à leur clients.

Le seul crédit qui engendre une création de monnaie c'est le crédit accordé par une banque. Les autres formes de crédit ce sont des « vases communicants ».

### 2) Les crédits font les dépôts :

On considère deux entreprises : *Entreprise X* détenant 1000000 et *Entreprise Y*.

### Bilan banque A :

- Compte X : +1000000  
-1000000
  - Compte Y : +1000000
- Dépôt de 1000000 sur le compte de X. X paye 1000000 à Y.

En contrepartie du crédit initial, la banque possède une créance sur X (obligation de X de rembourser sa banque).

**Bilan banque B :** deux banques différentes pour les deux entreprises. L'argent ne reste pas dans la même banque mais on verse toujours 1 million à l'entreprise Y.

### 3) La création monétaire :

#### Banque A :

- Compte client X +5000
  - Compte client Y +1000
- Crédit : +3000 sur le compte de Y

Dans ce cas il y a création de monnaie. Cela s'explique par l'absurde. En effet, s'il n'y avait pas création de monnaie celle-ci viendrait de quelque part (on en verrait les traces). Si on prend l'argent ailleurs, d'autres clients perdraient un peu d'argent pour financer le crédit de B.

Il apparaît une contradiction => de la monnaie scripturale est créée. Celle-ci dépend de la **confiance**, on pense que le client va rembourser.

#### Conclusion :

Une fois que l'on sait que tout crédit monétaire accordé est une création monétaire, tout crédit que l'on rembourse est une destruction monétaire.

Lorsque l'on dit qu'à la fin d'une année la masse monétaire s'est accrue, il faut comprendre que **la somme des crédits est supérieure à la somme des remboursements**.

La question générale que l'on peut se poser est : quelle sont les conséquences de cette augmentation de la masse monétaire et à quelles conditions peut-elle poser problème ? (cf. cours sur la crise des subprimes : un accroissement de la masse monétaire crée en général de l'inflation)

### III- Le contrôle de la création de monnaie :

Il y a des techniques qui ont été élaborées depuis plus d'un siècle pour que les banques ne créent pas trop de monnaie. Dans tous les pays du monde il existe une législation qui va aboutir au fait que les banques ne peuvent pas créer autant de monnaie qu'elles le souhaiteraient. De plus, ce n'est pas dans l'intérêt d'une banque de créer trop de monnaie. On peut donc évoquer une certaine **autodiscipline** des banques.

Enfin, il y a une banque centrale dont le rôle entre autres est de réguler le crédit des banques. Ces trois dispositifs sont intimement liés.

Toute banque sait que lorsqu'elle accorde de crédits, il y a deux phénomènes qu'elle ne maîtrise pas. En effet, il y aura toujours le risque qu'une certaine fraction des clients ne rembourse pas. Le deuxième phénomène est le phénomène de **fuites**, c'est-à-dire une partie des dépôts que l'on met sur le compte des clients.

Il y a trois fuites :

- Le retrait de billets auprès de la banque centrale
- Une partie des clients vont convertir une partie de leur crédit en devise. Pour se procurer ces devises la banque se tourne vers la banque centrale qui centralise l'ensemble des devises entrant dans le pays.
- La concurrence entre les banques : c'est cette fuite qui pose problème aux banques

L'activité bancaire est régie par un ensemble de lois. Les banques sont obligées de faire des compensations bancaires. On parle de **refinancement bancaire**.

Chaque jour les banques doivent faire un calcul qui consiste d'un côté à faire la somme de ce que tous les clients de la banque ont payé en monnaie scripturale, la somme des sorties, (ceux qui ont des comptes ailleurs) et symétriquement elles doivent faire la somme des entrées. Elles obtiennent ainsi un solde qui lui permet de savoir si elle présente un excédent ou au contraire un découvert. Ce découvert est dangereux pour les banques et ainsi elles doivent en permanence chercher à combler ce découvert. C'est le **refinancement du découvert**. Les banques demandent à une personne extérieure de renflouer le découvert. En pratique, ce sont les autres banques qui sont amenées à refinancer ce découvert.

En revanche, les banques qui présentent un excédent ne sont pas obligées d'aider les banques qui présentent un découvert. Ainsi il n'est pas certain que le découvert des banques soit comblé.

Il est donc important pour les banques de veiller à ne pas trop dépenser, c'est **l'autodiscipline**.

On peut se demander ce qui peut pousser une banque présentant un excédent à aider une banque à découvert.

Le refinancement bancaire est un phénomène qui a lieu à **très court terme** (au maximum trois mois).

Intéressons nous au procédé de refinancement d'une banque par une autre :

La banque A délivre de la monnaie aux clients A, elle possède ainsi une créance sur les clients qui prennent des crédits.

Le refinancement des banques se fait sur le **marché monétaire** (réseau informatique reliant les banques entre elles). Si la banque A a des dettes elle va sur ce marché en espérant trouver une autre banque capable de la refinancer, par exemple une banque B qui va quant à elle demander en échange de ce prêt des créances à la banque A. Ce qui fait que la banque B va pouvoir accepter de financer ce prêt est le caractère solvable ou non de la banque A. Il apparaît donc un premier frein. **Les banques n'ont donc pas intérêt à prêter à tout va.**

Il se trouve par ailleurs que les prêts ont un coût. Cette opération de refinancement se fait moyennant un **taux d'intérêt** fixé par le marché monétaire et payé à la banque qui prête l'argent nécessaire au refinancement. Néanmoins, le fait de refinancer les autres entreprises est une source de profit.

Cette histoire de refinancement explique les principaux freins liés à la création monétaire :

- Un problème de crédibilité
- Un problème de coût : plus on se refinance plus les coûts augmentent

Le premier rôle de la banque centrale :

Si il arrivait qu'une banque n'arrive pas à refinancer à une autre banque commerciale, la dernière solution est de faire appel à la **banque centrale pour refinancer la banque**. Elle est ainsi qualifiée de prêteur en dernier ressort.

La banque centrale décide une fois par mois de baisser ou d'augmenter le taux d'intérêt du marché monétaire. Ce taux d'intérêt est appelé **taux d'intérêt directeur** qui va être répercuté par les banques commerciales. Ces banques commerciales vont elles-mêmes répercuter cela sur les clients : 80% pour les entreprises et 20% pour les clients.

Une banque centrale décide d'augmenter le taux d'intérêt lorsqu'elle trouve **qu'il y a trop de monnaie et donc pour en ralentir sa création**.

Pour quelle raison la banque centrale pense qu'il y a trop de monnaie ? (cf. IV => à cause des risques inflationnistes).

**Conclusion :** notre banque centrale, la BCE présidée par le français J.C. Trichet.

Pour le moment, on donne l'impression que en Europe la BCE a décidé de fixer le taux d'intérêt du marché européen (i€). En réalité l'institution qui se réunit pour fixer ce taux d'intérêt est le **SEBC (Système Européen des Banques Centrales)** qui contient six personnes. Autour de cette BCE on trouve toutes les banques centrales de chaque pays européen cela représente 22 personnes. Pour les votes, le principe appliqué est un vote par personne et un vote pour chaque membre de la BCE. Cela semble assez inéquitable, en effet Malte par exemple a le même poids que l'Allemagne... En cas d'égalité c'est le camp du directeur qui l'emporte.

La banque centrale prend donc sa décision de faire varier le taux d'intérêt sans que des ministres ou chefs d'état européens ne puissent intervenir. Elle est indépendante.

Les membres de la BCE sont nommés par les membres du conseil européen. Ils sont nommés pour huit ans et sont irrévocables. A partir de 1994, pour respecter les critères de Maastricht, la banque de France devient indépendante (mais publique).

**Il y a désormais un seul taux d'intérêt pour toute la zone euro.**

IV- Monnaie et économie réelle :

1) La crise de 2008 :

**La crise des subprimes** est plus grave que la crise de 1929. Cette crise s'est déclenchée réellement en octobre 2008 sous forme de crise monétaire. Elle a notamment frappé le cœur du marché monétaire américain puis s'est étendue au marché anglais et enfin au monde entier. Même si la forme de la crise est une crise monétaire, cela ne veut pas dire que la cause de la crise est monétaire.

Dans les années 80, on note une forte hausse de **l'inégalité des revenus**. On a une augmentation des très bas revenus et des salaires qui baissent aux Etats-Unis. C'est la racine de la crise, des personnes commencent à s'endetter.

**L'hypothèque** concerne les opérations immobilières, c'est un prêt pour l'immobilier avec un gage.

#### Crédit hypothécaire :

Si on achète en 2000 une maison au prix de 100000\$ (à crédit) et que l'on s'aperçoit qu'en 2001 elle a pris de la valeur et est estimée à 110000\$, **on est potentiellement plus riche** qu'avant l'achat de la maison. On est donc tenté de dépenser plus (c'est l'effet de richesse). Ensuite, on demande un deuxième crédit pour acheter une automobile 8000\$ (cette démarche n'est pas possible en France). Ce crédit est autorisé du fait de la hausse de la valeur de la maison. En 2003, la maison a de nouveau pris de la valeur et est estimée à 150000\$. On décide donc de demander un nouveau crédit (gagé par l'augmentation de la valeur de la maison).

Ce procédé de crédit hypothécaire n'est viable que si les prix de l'immobilier n'arrêtent pas de monter et si les personnes qui s'endettent peuvent rembourser les intérêts.

Tout commence au mois de mars 2000 avec l'éclatement de la bulle Internet, énorme crack sur les marchés financiers américains. Comme à chaque fois on craint que cela entraîne une crise économique. Quand on craint une crise économique, les banques centrales mettent en place **une baisse du taux d'intérêt**. C'est ce qu'a fait la FED (banque centrale américaine), onze fois de suite jusqu'à fin 2001 où le taux d'intérêt atteint son niveau le plus bas.

En apprenant cela, les américains vont se tourner vers leur banque. Il y a parmi ces personnes **les clients subprimes** c'est-à-dire les clients pour qui le risque (de non remboursement) est le plus grand (personnes pauvres). Pour attirer ces gens les banques leur ont proposé des prêts sans apport, des promesses d'enrichissement liées à la hausse du prix de l'immobilier, ainsi qu'un taux d'intérêt à 0,5% fixe pendant deux ans mais qui par la suite devient variable. Ce taux d'intérêt va donc après ces deux ans varier avec le taux d'intérêt du pays fixé par la banque centrale. C'est ce facteur qui a été à l'origine de beaucoup de problèmes dans cette crise. Des dizaines de milliers de plans subprimes ont été signés, ce qui a entraîné une augmentation des prix de l'immobilier.

Quand l'inflation augmente, les banques centrales essayent de réduire cette hausse des prix en augmentant le taux d'intérêt. C'est ce qu'a logiquement fait la FED en augmentant son taux d'intérêt jusqu'à 5%. **Les clients subprimes ne peuvent plus rembourser leur prêt, ils s'endettent**. Les banques mettent ces clients en faillite et saisissent leur maison. Le prix de l'immobilier va donc baisser. Les clients subprimes sont donc pris dans un cercle vicieux : plus le prix de leur maison baisse, plus le taux d'intérêt de leur banque augmente. Un très grand nombre de personnes s'endette.

Le refinancement des banques était souvent basé sur les créances subprimes. On s'aperçoit alors que les banques ont des **créances « pourries », « toxiques »**. On commence à voir des banques qui ne souhaitent plus se refinancer, car elles ne veulent plus recevoir les créances pourries des autres banques. C'est **une crise de liquidité**.

Lorsqu'elles s'aperçoivent qu'elles ne peuvent plus se refinancer on arrive au **crédit Crunch**, c'est-à-dire quand les banques arrêtent de prêter aux entreprises. Cela entraîne la faillite de milliers d'entreprises pourtant performantes. Ce crédit Crunch pose problème pour les besoins en fonds de roulement. En effet, la logique d'une entreprise est de dépenser avant d'encaisser, il doit donc y avoir un refinancement qui est habituellement assuré par les banques.

Afin de palier à ces problèmes différents plans de sauvetages des économies occidentales ont été mis en place. Par ordre « d'alarme » croissante on trouve :

- Une baisse du taux d'intérêt pour inciter les banques à se refinancer : le 16/12/08 le taux d'intérêt en dollar US était de 0% (c'est toujours le cas depuis un an pour la FED, il est de 1% pour la BCE).
- Une injection de liquidités : la banque centrale joue son rôle de prêteur de dernier ressort. Il y a donc création monétaire pour financer les banques, mais il s'agit de créations temporaires, des prêts à très courts termes.
- Une intervention de l'État : c'est la **nationalisation** (c'est le cas pour 60% des banques anglaises). Cette mesure dure jusqu'à ce que la crise passe. L'État va racheter des actions avec notre argent ce qui va avoir pour effet d'améliorer la situation dans les pays. L'État obtiendra ainsi une plus value qu'il redistribuera (normalement) en baissant les impôts.

### Conclusion :

Les conséquences de la crise se font toujours sentir aujourd'hui. De plus, il est clair qu'il y aura d'autres crises dans le futur. On dénombre 20 crises dans le monde entre octobre 1987 (où la FED avait déjà baissé le taux d'intérêt et injecté des liquidités) et la crise des subprime en 2008.

Il faut bien penser à considérer la notion d'aléa moral (lorsqu'un contrat est signé entre deux personnes et qu'il y a incertitude).

*Remarque : P. Salin a dit qu'il faudrait « supprimer l'assurance voiture pour calmer les gens au volant, être libre c'est être responsable et vice versa ».*

## 2) Monnaie et macroéconomie :

Quelles sont les conséquences dans l'économie d'un **accroissement de la masse monétaire** ?

### A. Modèle :

**Fisher** (un physicien) a utilisé des lois de la physique classique pour modéliser l'économie. Par exemple sur le modèle de la loi des gaz parfaits  $PV = nRT$  il a établi :

$$MV = PT$$

où : • M est la masse monétaire (sur une période donnée)



- V est la vitesse de circulation (changement de main de la monnaie ; en France  $V=3$ )
- P est le niveau général des prix, l'indice des prix
- T est le volume des transactions c'est-à-dire la quantité des biens et des services produits et échangés

Quelque soit l'état d'un pays, quand on fait ses comptes on a  $MV = PT$ . On parle de **tautologie comptable**. Autrement dit, les grandeurs MV (monétaire, pièces) et PV (réel, journal) représentent la même chose envisagée différemment.

### Considérons un exemple :

On fait l'hypothèse (en période normale, absence de crise) que sur une période d'un an, en moyenne V est constant :

$$\begin{aligned} \Rightarrow \Delta\%V &= 0 \\ \Rightarrow \Delta\%M &= \Delta\%P + \Delta\%T \end{aligned}$$

- où :
- $\Delta\%M$  correspond à  $\Delta i$
  - $\Delta\%P > 0 \Rightarrow$  inflation
  - $\Delta\%T > 0 \Rightarrow$  croissance

On a ainsi environ  $PT = PIB$ .

La monnaie va donc influencer sur **la hausse des prix ou sur la croissance**. Quand la masse monétaire augmente on ne peut pas dire s'il s'agit d'un accroissement de l'inflation ou d'un accroissement de la croissance.

## B. Lecture du tableau de bord de la BC

Lorsqu'on regarde ce tableau on observe trois cases :

- le volume des transactions correspond au T de la formule de Fisher
- la masse monétaire correspond au M de la formule
- le niveau général des prix correspond au P de la formule

Les banques centrales ont un modèle théorique qui leur permet de prévoir l'inflation à venir : plus général que le modèle de Fisher et se résume par deux grandes théories :

- L'inflation par la demande : (la loi de l'offre et de la demande) quand sur un marché donné, la demande de bien et de services augmente et devient supérieure à l'offre (ceux qui veulent acheter veulent acheter plus que ce que proposent les offreurs), il y a dans une économie de marché **un mécanisme régulateur** lié à la concurrence. On augmente ou baisse les prix. Dans les économies planifiées de types socialistes, l'absence d'inflation ne veut pas dire qu'il n'y a pas eu de hausse des prix. Dans ces économies l'offre est tout le temps supérieure à la demande, ce ne sont pas les prix qui augmentent mais les files d'attente devant les magasins.

- L'inflation par les coûts : ces facteurs ne sont pas liés à la demande, ce sont les coûts de production.

On rappelle que le prix d'un produit se divise en : les coûts de production et la marge prise par le revendeur. Pour qu'une hausse de 2% des coûts de production entraîne une hausse de 2% du prix de vente, il faut supposer que les intermédiaires refusent notamment de baisser leur marge.

#### a) Inflation par la demande :

Pour savoir si l'on doit augmenter le taux d'intérêt il faut savoir si on est dans une phase **d'inflation** ou non.

Grace au travail des banques centrales, on sait tout le temps où en est la masse monétaire. Lorsque les chiffres de la masse monétaire sont connus, il va falloir s'intéresser aux chiffres de la demande et de l'offre. Une hausse de la masse monétaire va entraîner une augmentation de la demande.

On considère dans une économie capitaliste que les machines sont bien utilisées lorsqu'elles tournent à 80-85% de leur capital. On parle alors de **plein emploi du capital**. Pour savoir si le travail est plus ou moins employé, la banque centrale prend en compte la moyenne du taux de chômage européen. Quand le taux de chômage baisse, et que l'on s'approche du **plein emploi, il y a un risque d'inflation**. Mais contrairement aux machines, on touche une notion qui est beaucoup moins « carrée » au niveau de la mesure.

A quel taux de chômage correspondrait au plein emploi ?

Même dans une économie la mieux portante possible, il y aura **toujours du chômage**. On parle de chômage **incompressible** :

- chômage saisonnier
- chômage frictionnel

Pendant les 30 Glorieuses en France où on a atteint le plein emploi, il y a pourtant un taux de chômage de 2 à 3%. C'est le taux de chômage incompressible de l'époque. Actuellement, ce taux est de 7%. Il y a dans ce taux du chômage **structurel**. Pour arriver à un taux de chômage de 5% il faudrait effectuer des réformes structurelles dans le système. En France, le taux de chômage est **aujourd'hui de 10%**. La crise a un grand rôle dans cette valeur, notamment un ralentissement de la productivité du travail.

Selon Fisher l'Euro ne va pas perdurer et on va tous passer au Franc CFP (100 francs la baguette... tchiiiiiiiiiiiiii).

#### b) L'inflation par les coûts

##### *α. Inflation salariale :*

Il y a vraiment une théorie irréfutable en économie qui est totalement vérifiée d'un point de vue empirique. Cette vérité consiste à dire que si on a une **hausse des salaires** supérieure sur une période à la productivité du travail, il va y avoir une **hausse des**

**prix.** Il s'agit d'une cause potentiellement inflationniste. La productivité est donc une variable essentielle en économie.

Durant la période 1950-1970 (les 30 Glorieuses) on a environ un taux d'inflation de 3% par an (**inflation rampante**).

De 1970 à 1983, on a cette fois affaire à **l'inflation galopante** avec un taux d'inflation de 14%.

Ensuite entre 1983 et 1988 c'est la **désinflation**. Le taux est tombé à 5%.

Enfin, depuis 1989, il n'y a quasiment **plus d'inflation** : 2% actuellement en France.

Ce qui explique la désinflation ainsi que le maintien d'un taux aussi bas de l'inflation, c'est le fait qu'en France **les salaires augmentent moins que la productivité du travail**.

Une autre vérité économique est **la loi de Phillips** (1958) : il existe une relation entre la variation du chômage et la variation des salaires (quand le chômage augmente le rapport de force est plus dans le camp des employeurs et inversement).

Dans le modèle utilisé par la BCE, on considère surtout que quand le chômage baisse il va y avoir des répercussions sur les salaires. En prenant en compte la variation de la productivité on pourra savoir s'il y aura de l'inflation ou non.

### β. L'inflation importée :

On appelle **inflation importée**, une inflation dont les causes se trouvent à l'extérieur : hausse des prix des produits importés. Cette inflation concerne notamment le pétrole, l'énergie et les matières premières. Sur ces marchés, la monnaie est le dollar. Pour considérer l'inflation dans un pays européen il faut à la fois regarder l'évolution des prix et le taux de change de l'euro par rapport au dollar. Pour la BCE, une baisse du taux de change de l'euro par rapport au dollar est potentiellement inflationniste (cela pourrait déclencher de l'inflation importée).

### Conclusion :

Une fois par mois, une réunion a lieu à la banque centrale. Une lecture globale des informations y est effectuée.

La mission de la BCE est de maintenir une **inflation inférieure à 2% par an** en jouant sur la masse monétaire. Si jamais on va dépasser cette valeur, la BCE décide d'accroître le taux d'intérêt du marché européen (on retrouve les faits exposés dans le III). Les banques centrales s'intéressent tout autant à l'avenir qu'au présent.

### c) Les anticipations :

De façon générale, l'inflation rogne l'épargne, **elle pénalise les épargnants** mais **elle favorise au contraire les emprunteurs**. Il faut aussi étudier la **compétitivité internationale**, c'est-à-dire comparer l'inflation dans notre pays à celle des autres pays. En général, en terme de compétitivité l'inflation n'est pas bonne.

D'accord, il y a des aspects positifs et négatifs mais n'y a-t-il pas un seuil qui permette de dire qu'à partir de ce seuil l'inflation est mauvaise ? La BCE a fixé ce seuil à **2%** en décrétant que ce seuil est gérable. L'inflation pose problème à partir du moment où elle n'est pas maîtrisée, c'est-à-dire lorsqu'elle s'auto-entretient. On parle de **spirale inflationniste** qui aboutit à une hyperinflation (> 50% par an).

Comment ces spirales inflationnistes naissent-elles ? Cela s'explique par des **anticipations autoréalisatrices** c'est-à-dire des idées partagées par la collectivité. Les gens pensent que quelque chose va arriver, ils réagissent et au final le phénomène arrive comme attendu. Néanmoins ils oublient que ce phénomène arrive à cause de leur comportement ce qui conforte les gens dans l'idée que ce qu'ils prévoient se réalise.

Par exemple :

- Si on a une hausse de la demande de crédits et que les banques acceptent de les accorder, il va y avoir une hausse de la masse monétaire et donc au final une hausse des prix.
- Si on a une demande de hausse des salaires et que cette hausse des salaires devient supérieure à la hausse de la productivité du travail alors il va y avoir une hausse des prix

Quand les gens pensent qu'il va y avoir inflation (ils anticipent l'inflation) alors il finit par y avoir inflation.

Afin d'éviter cela, une partie de la communauté va essayer de **canaliser l'inflation** afin que les individus ne pensent pas l'avenir comme inflationniste. Pour cela, il faut que dans l'économie il existe un cadre mental tel que l'inflation soit maîtrisée.

Une fois que l'on a admis cela survient une question : qui est-ce qui va nous dire « ayez confiance, l'inflation sera faible » ou encore « ayez confiance, je m'en occupe » ?

Dans les années 70, les économistes **Prescott et Kydland** proposent un modèle mathématique qui explique que la condition première que doit remplir cette personne est qu'elle doit être **crédible**. De plus, à la question « qui ? » on a tendance à répondre l'État. Ils affirment qu'un État n'est pas crédible parce que la préoccupation première d'un gouvernement et d'un chef d'État est d'être réélu. Quelqu'un qui est élu pourrait en début de mandat présenter ce cadre mais en fin de mandat (donc en pleine campagne pour le futur), on a tendance à oublier ce cadre et à faire en sorte que les salaires augmentent. Il faut donc confier ce cadre à quelqu'un d'autre.

En étudiant les diverses possibilités, il faut donc donner son rôle à la **banque centrale du pays** (si celle-ci est indépendante du gouvernement).

### **Pour le DS :**

Choisir un des textes, puis définir le thème de l'article, ensuite la problématique et pour finir la réponse proposée par l'auteur. Dans un dernier temps, il faut énoncer les arguments et les éléments utilisés par l'auteur du texte pour arriver de sa question à sa réponse.

Attention, à ne pas écrire trop. 5 lignes environ pour les arguments, et 1 phrase pour le reste (thème, problématique, réponse). Il faut de plus penser à rester neutre et ne pas insérer d'éléments extérieurs dans cette synthèse.

Pour la seconde partie, le commentaire, il faut penser à réaliser un travail pédagogique qui essaie de lister les éléments nécessaires à expliquer pour rendre le texte et ses notions abordables pour quelqu'un qui n'y connaît rien (prendre exemple sur le cours). Il faut choisir parmi ces éléments les deux plus importants et exposer ce qu'il faut savoir.

Une copie double maximum, documents autorisés.